

des efforts réels que nous avons faits, alors que l'on nous a trop souvent accusés en faisant preuve de démagogie. Nous avons produit un excédent de fonctionnement de 13 milliards après neuf ans de pouvoir.

Est-ce que cela signifie que tout ce que nous avons fait était bien? De toute évidence, non. Mais ce sont des faits, contrairement à la fiction que d'autres proposent.

M. Andy Scott (Fredericton—York—Sunbury, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de voir le député de Sherbrooke parmi nous car je voulais connaître la position de son parti relativement à ce budget. J'ai été un peu déçu la semaine dernière quand sa collègue de Saint John a appuyé la motion des réformistes demandant l'élimination du déficit avant la fin de cette législature.

Je n'ai pas vraiment compris où il voulait en venir dans son discours, s'il trouvait le budget trop dur ou pas assez. Ce que j'ai compris par contre, c'est qu'avant les dernières élections sa position était que le gouvernement fédéral s'entende avec les provinces sur une stratégie commune. Dois-je comprendre qu'il a changé de position? En tout cas, c'est ce qu'on a laissé entendre la semaine dernière.

• (1230)

Le député de Sherbrooke est-il comme sa collègue d'avis que le gouvernement du Canada devrait éliminer le déficit avant la fin de cette législature?

M. Charest: Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je réponds à cette question.

Il y a dans ce budget quatre problèmes qui nous chiffonnent et auxquels il faut à notre avis nous attaquer. On n'a établi aucun plan, aucune priorité pour réduire le déficit ou la dette de ce pays, ce qui veut dire que nous risquons peut-être de prendre des décisions non seulement difficiles, mais erronées.

L'objectif de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB n'est pas suffisant. L'objectif devrait être d'équilibrer les comptes dans des délais précis et trois ans pour ce faire constitue effectivement un délai raisonnable.

Le troisième problème de ce budget est la façon unilatérale qu'il a d'aborder la réduction du déficit et de la dette. C'est ne tenir absolument aucun compte de la nature et du fonctionnement d'une nation fédérale, ce qui nous fait courir à nous et à vous, en tant que gouvernement, le risque de voir le fardeau du déficit et de la dette déchargé sur le dos du Nouveau-Brunswick. Que le gouvernement décide d'augmenter les impôts ou de réduire les services, il n'arrivera à rien à moins d'un effort concerté.

Le quatrième problème est le programme qui se cache derrière ce budget. Le budget ne fait guère état de la réforme des pensions et de la réforme des soins de santé annoncées par le premier ministre du Canada. Les intentions du gouvernement sur ce plan ne sont pas clairement exprimées dans ce document.

Le budget

Le vice-président: Si le député de Strathcona veut bien m'excuser, je dois donner la parole alternativement des deux côtés de la Chambre. Je dois donc la donner maintenant à un député du gouvernement. Je sais que le député de Strathcona attend depuis longtemps.

M. Harold Culbert (Carleton—Charlotte, Lib.): Monsieur le Président, le ministre des Finances a déposé le budget que les Canadiens ont demandé, un budget qui est dur, mais juste. Ce budget nous permettra de reprendre la maîtrise du déficit, un déficit qui ne cesse de croître depuis des décennies.

Nous ne pouvons pas nous permettre de refaire les mêmes erreurs. Notre gouvernement doit penser à l'avenir. Nous avons le choix entre un avenir où nos créanciers étrangers nous diront ce que nous pouvons nous permettre, ou bien un avenir où les Canadiens détermineront eux-mêmes leurs objectifs et travailleront à les réaliser. Le gouvernement et la majorité des Canadiens ont choisi la deuxième possibilité.

Notre gouvernement a pris les mesures nécessaires pour s'assurer que l'avenir du Canada soit prometteur et prospère. Il fallait prendre des décisions difficiles, et nous l'avons fait. Notre gouvernement a adopté un plan réalisable.

Je veux citer le livre rouge, que les partis d'opposition utilisent souvent. Ils reconnaîtront ce passage. Voici ce qu'on lit là où le livre rouge mentionne pour la première fois la politique du Canada sur sa situation financière: «Notre politique budgétaire se développera selon deux grands axes: relancer l'emploi et la croissance tout en maîtrisant la dette et les déficits.» C'est à la page 14.

C'est exactement ce que nous avons fait, à partir de notre programme de création d'emplois et de croissance jusqu'au budget déposé par le ministre des Finances.

Dans la préparation de ce budget, le ministre a pris le temps de consulter les Canadiens et tous les députés. Il a réagi à leurs préoccupations en leur offrant un budget qui rétablissait les objectifs de respecter nos obligations et engagements financiers, ces mêmes objectifs que nous avons mis de l'avant durant la campagne électorale et raffermis avec le budget de 1994.

Le plan du ministre des Finances permettra de juguler le déficit et, d'ici 1997, de le réduire à 3 p. 100 du produit intérieur brut.

• (1235)

Les projections indiquent que nous dépasserons notre objectif pour l'exercice financier en cours alors que le déficit ne devrait être que de 38 milliards de dollars, soit 1,7 milliard de moins que les 39,7 milliards que nous avions prévus pour l'exercice financier en cours.

En écoutant le ministre des Finances présenter son budget, j'ai pris conscience qu'il était conforme au message que j'avais reçu de mes électeurs de Carleton—Charlotte. C'est le même message qu'avaient reçu d'un bout à l'autre du pays tous mes collègues, y compris le ministre des Finances.